



Rapport sur les investissements directs étrangers: augmentation continue de la propriété étrangère d'entreprises européennes dans des secteurs clés

Bruxelles, le 13 mars 2019

Le [rapport](#) en question est le premier de son genre à utiliser des données détaillées au niveau des entreprises. Il confirme une augmentation continue de la propriété étrangère d'entreprises dans des secteurs clés de l'UE et un accroissement des investissements en provenance d'économies émergentes, dont la Chine. Il illustre également la nécessité d'une mise en œuvre effective du [cadre de filtrage des investissements](#) récemment adopté par l'UE.

Dans le cadre de sa proposition relative au filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne, présentée en septembre 2017, la Commission s'est engagée à procéder à une analyse détaillée de ces investissements.

Cecilia **Malmström**, commissaire européenne chargée du commerce, a déclaré: «Ce rapport donne un aperçu complet des investissements dans l'UE et révèle quelques évolutions importantes que nous devons examiner attentivement. L'Europe bénéficie grandement d'une politique d'investissement ouverte, mais nous devons être prêts à agir lorsque notre sécurité et notre intérêt public sont menacés. Grâce au nouveau cadre sur le filtrage des investissements directs étrangers, nous sommes désormais mieux armés et mieux informés pour faire face à ces types de scénarios à l'avenir.»

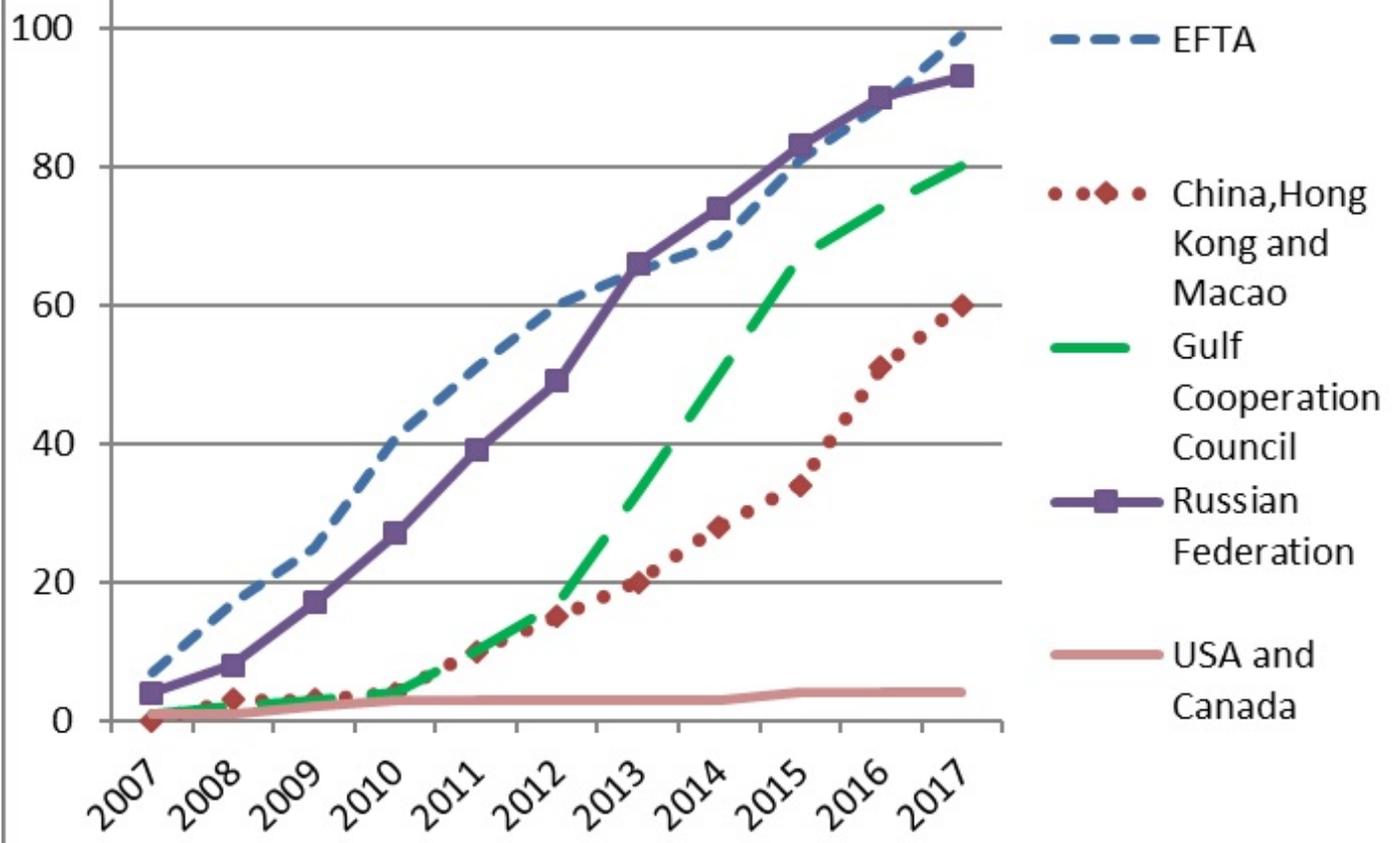
Avec plus de 35 % du total de ses actifs appartenant à des entreprises détenues par des investisseurs étrangers, l'UE possède clairement l'un des régimes d'investissement les plus ouverts au monde. Les stocks d'investissements directs étrangers détenus par des investisseurs extérieurs à l'UE s'élevaient à 6 295 milliards d'euros à la fin de 2017 et fournissaient 16 millions d'emplois directs aux Européens.

Même si les investisseurs traditionnels, tels que les États-Unis, le Canada, la Suisse, la Norvège, le Japon et l'Australie, restent de loin les principaux investisseurs, représentant 80 % de l'ensemble des actifs détenus par des investisseurs étrangers dans tous les secteurs de l'économie de l'UE, le rapport relève également quelques évolutions importantes:

- **la propriété étrangère d'entreprises de l'UE a augmenté** au cours des dix dernières années;
- **les investissements effectués par des entreprises publiques ont progressé rapidement** ces dernières années. Les entreprises de ce type, qu'elles soient chinoises, russes ou émiraties, ont réalisé trois fois plus d'acquisitions dans l'UE en 2017 qu'en 2007;
- la part de la propriété étrangère est élevée dans certains **secteurs clés**, tels que le raffinage de **pétrole**, les **produits pharmaceutiques**, les **produits électroniques** et optiques, ainsi que les **équipements électriques**;
- les **investissements en provenance d'économies émergentes ont fortement augmenté**, notamment en ce qui concerne la Chine, pour la construction aéronautique et les machines spécialisées, ou l'Inde, pour les produits pharmaceutiques;
- les «investisseurs offshore» contrôlent 11 % des entreprises de l'UE détenues par des investisseurs étrangers et 4 % de l'ensemble des actifs détenus par des investisseurs étrangers dans l'UE. **Leur présence est croissante.**

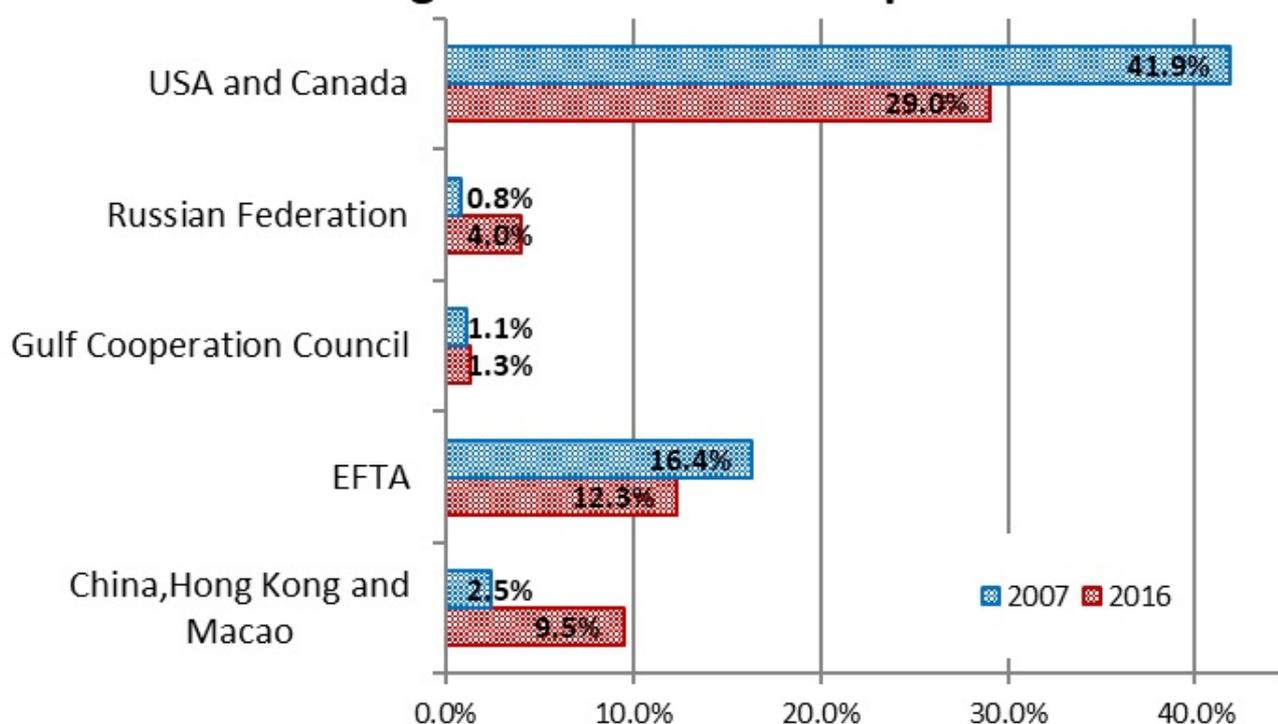
Le rapport fournit également un aperçu détaillé de l'origine des investissements étrangers, ainsi que de la répartition sectorielle et géographique et des caractéristiques des entreprises détenues par des investisseurs étrangers dans l'UE. Sur la base de ces informations, la Commission continuera de surveiller les tendances en matière d'investissements à l'échelle de l'Union, contribuant ainsi à la mise en œuvre du nouveau cadre de l'UE pour le filtrage des investissements étrangers.

Cumulated number of Mergers & Acquisitions by foreign state-owned companies



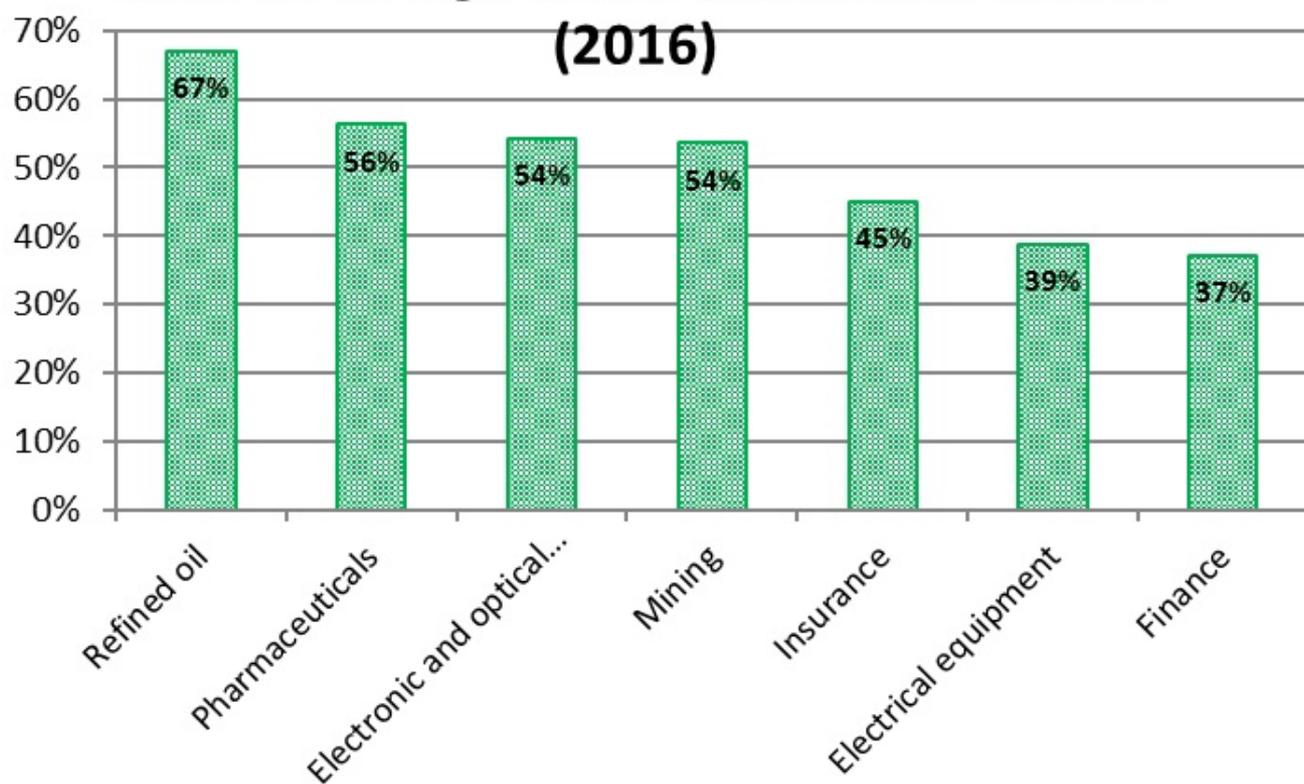
Source: Base de données CCRICE sur la propriété étrangère

Foreign control of EU companies



Note: Distribution of non-EU controlled EU companies (Number of companies) for a subset of countries of origin (representing about 60 percent of the foreign controlled EU companies). / Source: EC-JRC Foreign Ownership Database

Share of foreign assets in selected sectors (2016)



Source: EC-JRC Foreign Ownership Database

La proposition visant à créer le premier cadre à l'échelle de l'UE pour le filtrage des investissements directs étrangers a été présentée par le président Juncker lors de son discours sur l'état de l'Union de 2017. À la suite de son approbation par les États membres au sein du Conseil, le 5 mars, et du vote favorable du Parlement européen, le 14 février, la nouvelle législation de l'Union établissant un cadre à l'échelle de l'UE pour le filtrage des investissements devrait désormais entrer en vigueur au mois d'avril. Les États membres et la Commission disposeront ensuite de 18 mois pour mettre en place les dispositions nécessaires à l'application de ce nouveau mécanisme. Les préparatifs sont d'ores et déjà en cours, y compris un échange régulier d'informations et de bonnes pratiques avec les États membres au sein du [groupe d'experts spécialisé](#) créé en 2017.

Pour en savoir plus

Investissements directs étrangers dans l'UE: [Rapport](#)

Nouveau cadre de l'UE pour le filtrage des investissements: [Communiqué de presse](#) et [fiche d'information](#)

[Politique de l'UE en matière d'investissements étrangers](#)

IP/19/1668

Personnes de contact pour la presse:

[Daniel ROSARIO](#) (+ 32 2 295 61 85)

[Kinga MALINOWSKA](#) (+32 2 295 13 83)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)